

kilométrique habituelle aux services de la direction générale de l'éducation physique et des sports ».

Dans ces conditions, deux cas sont à envisager :

a. Le médecin se déplace par voie ferrée. Dans ce cas, il y a lieu de lui rembourser ses frais de déplacement au tarif de 2^e classe.

b. Le médecin se déplace en utilisant un véhicule automobile lui appartenant. Dans ce cas, il y a lieu de lui rembourser ses frais de déplacement suivant les tarifs en vigueur pour les fonctionnaires autorisés à utiliser, pour les besoins du service, un véhicule automobile leur appartenant.

N. B. — Les médecins doivent être remboursés de leurs frais de déplacement à l'exclusion de toute indemnité au titre des frais de mission.

2^o La circulaire n° 165 S.F.P. du 12 août 1946 parue au *Bulletin officiel* n° 36, pages 1.049 et suivantes prévoit dans sa troisième partie, paragraphe C, « qu'il sera consenti à chaque direction un forfait mensuel maximum de quatre mille francs qui pourra être utilisé pour couvrir les frais de vacation pour le personnel de secrétariat et en général tous frais résultant de cet accroissement de travail ».

Dans ces conditions, les frais de bureaux engagés par les directions départementales au titre de la formation préliminaire peuvent être imputés sur le forfait mensuel de 4.000 francs consenti à chacune de ces directions.

Examens et concours.

Création d'un brevet d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive.

Arrêté du 10 septembre 1946.

(Vu D. n° 46-1597 du 5 juillet 1946.)

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un brevet d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive.

ART. 2. — Le brevet d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive sanctionne une formation physique de base et ne saurait, en aucune manière, être assimilé à un diplôme dont les titulaires peuvent être recrutés au concours comme fonctionnaire du corps des maîtres d'éducation physique et sportive.

ART. 3. — Les conditions d'inscriptions, le programme et la nature des épreuves seront fixés ultérieurement.

ART. 4. — Le Directeur de l'Éducation physique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du Ministère de l'Éducation nationale.

Personnel.

Recrutement de moniteurs nationaux et d'agents contractuels.

Arrêté du 16 août 1946 (Éducation nationale, Finances, Travail et Sécurité sociale).

(Vu L. n° 46-195 du 15-2-1946, L. n° 46-854 du 27-4-1946 not. art. 61.)

ARTICLE PREMIER. — En application de l'article 61 de la loi du 27 avril 1946, complétant les dispositions de l'article 3 de la loi du 15 février 1943 susvisée, le Ministre de l'Éducation nationale est autorisé à pourvoir, par recrutement direct, aux écoles nationales de sport, les postes suivants dans la mesure où le centre d'orientation et de réemploi des fonctionnaires et agents des services publics ne pourra pas présenter de candidats à ces postes et dans la limite des crédits inscrits à son budget :

Neuf postes de moniteurs nationaux ;

Neuf postes d'agents contractuels (démonstrateurs et professeurs sportifs).

ART. 2. — Toutefois, et en vue de sauvegarder les droits des agents licenciés des services publics, par suite des mesures de compressions budgétaires, il ne pourra être procédé à des nominations directes dans les conditions de l'article 1^{er} ci-dessus que, pour chaque cas, après avis de la section locale du centre d'orientation et de réemploi.

ART. 3. — Le Directeur du budget du Ministère des Finances, le Directeur général de l'éducation physique et des sports du Ministère de l'Éducation nationale et le Directeur du centre d'orientation et de réemploi du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

(J. O. du 21 septembre 1946.)

Traitements et indemnités.

Attribution d'heures supplémentaires aux professeurs d'éducation physique, secrétaires régionaux ou secrétaires régionaux adjoints de l'Office du sport scolaire et universitaire.

Circulaire n° 7956 EP/3P du 4 septembre 1946 (3^e bureau) aux Directeurs régionaux de l'Éducation physique et des Sports.

Je vous rappelle que les professeurs d'éducation physique, secrétaires régionaux ou secrétaires régionaux adjoints de l'Office du sport scolaire et universitaire sont affectés, depuis le 1^{er} octobre 1945, à un poste dépendant de la Direction régionale d'éducation physique de l'Académie, d'où ils exercent leurs fonctions à l'O. S. S. U.

Ils reçoivent le traitement de professeur de lycée et bénéficient des avantages prévus par la circulaire n° 7.104 EP/3P du 6 août 1946.

A partir du 1^{er} juillet 1946, vous devez donc prévoir en leur faveur :

En province : Huit heures supplémentaires (catégorie professeurs de lycée) :

A Paris : Trois heures supplémentaires (catégorie professeurs de lycée, cadre Seine et Seine-et-Oise).

APPENDICE.

RÈGLEMENTS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

Traitements et indemnités.

Attribution d'une indemnité compensatrice aux employés auxiliaires temporaires et aux agents des cadres complémentaires admis dans un cadre normal de fonctionnaires titulaires.

Décret n° 46-1996

du 12 septembre 1946 (Finances).

(Vu L. 2-11-1945, O. 6-1-1945 [art. 7], O. n° 45-1006 du 21-5-1945, D. n° 46-23 du 4-1-1946, L. n° 46-1718 du 3-8-1945.)

ARTICLE PREMIER. — Les employés auxiliaires temporaires de bureau ou de service de l'État, ainsi que les agents des cadres complémentaires du bureau ou du service admis, soit au choix, soit après un examen ou un concours, dans un cadre normal ou latéral de fonctionnaires titulaires, reçoivent, le cas échéant, une indemnité compensatrice non soumise à retenues pour pension, égale à tout moment à la différence entre, d'une part, le traitement afférent à leur nouvel emploi, majoré s'il y a lieu du supplément familial de traitement de l'indemnité exceptionnelle de cherté de vie prévue par le décret du 4 janvier 1946 ainsi que de l'indemnité forfaitaire de cherté de vie créée par la loi du 3 août 1946 et, d'autre part, le traitement majoré s'il y a lieu des suppléments et indemnités visés ci-dessus qu'ils

auraient perçus si, étant demeurés dans leur ancien emploi, ils avaient continué à y avancer dans les conditions minima d'ancienneté, et, éventuellement, avaient été admis dans un cadre complémentaire en application de l'ordonnance n° 45-1006 du 21 mai 1945.

Lorsqu'à l'occasion de sa titularisation ou par la suite un agent a fait l'objet d'une mutation le montant de l'indemnité exceptionnelle de cherté de vie ainsi que de l'indemnité forfaitaire de cherté de vie prises en compte respectivement dans chaque terme de la comparaison sera calculé sur la base de l'indemnité de résidence afférente à la localité ouvrant droit à l'indemnité au taux le plus faible.

Dans les cas prévus ci-dessus le montant de l'indemnité de résidence servant de base au calcul de l'indemnité forfaitaire de cherté de vie prise en considération dans chaque terme de la comparaison pour déterminer le taux de l'indemnité compensatrice, ne pourra être augmenté postérieurement à la date de titularisation de l'agent du fait de l'accroissement des charges de famille de l'intéressé. Par contre, il sera réduit, le cas échéant, si ces charges viennent à diminuer.

ART. 2. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aura effet à compter du 1^{er} janvier 1946.

(J. O. du 14 septembre 1946.)